

PAS DE RETOUR À LA RUE
FRONT ANTI-EXPULSIONS 
PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT

Communiqué de presse - Bruxelles, le 29 mars 2022

EXPULSIONS ET FINS DE CONVENTION D'OCCUPATION
En pleine crise migratoire, encore des centaines de personnes menacées de se retrouver à la rue à la fin du mois.

www.stopexpulsions.be - Fb : @stopexpulsions - info@stopexpulsions.be - 0465.46.47.01

RDV le jeudi 31 mars à 11h rue de l'Activité 24-26, 1200 Woluwe-Saint-Lambert

A Bruxelles, 5.000 demandes d'expulsions ont lieu chaque année. La première raison des expulsions : des loyers impayés. En plus de ce chiffre, témoin de l'échec cuisant de notre société, au moins des centaines de personnes, vivant dans une précarité économique et sociale souvent grave, se voient contraintes de trouver de nouvelles solutions par elles-mêmes au sortir d'un squat ou à l'issue de conventions d'occupations, précaires par nature.

Un grand nombre de ces expulsions auront lieu d'ici à la fin du mois de mars ou dans les semaines qui suivront - une situation à mettre sur le compte de la « mansuétude » des juges et des propriétaires qui, en l'absence de trêve hivernale en Belgique, concèdent parfois d'attendre la fin de l'hiver pour mettre des gens à la rue. Sauf que les expulsions ne résolvent rien : **elles ne font qu'empirer une situation sociale déjà grave**. Elles démontrent aussi l'inconséquence des pouvoirs publics, qui laissent des milliers de locataires et d'occupant.e.s à la merci de leurs propriétaires, qu'ils soient privés, associatifs ou publics.

Face à ces violences, les personnes les plus vulnérables ont vu leur situation se dégrader pendant ces deux ans de pandémie. Une mère seule à qui on retire les enfants plutôt que de lui donner accès à un logement adapté. Une famille qui se retrouve expulsée de son logement social pour en avoir dénoncé l'insalubrité¹. Des personnes sans chez-soi qui seront expulsé.e.s en ce 31 mars d'un bâtiment qu'ils occupent dans le cadre d'une convention avec les propriétaires - une société de logement social de Woluwe Saint-Lambert². Et il y en a tant d'autres.

1 Voir le communiqué du Front Anti-expulsion daté du 17 mars en soutien à la famille Ben Haddou.

2 Occupation du Syndicat des Immenses : voir le communiqué (<https://syndicatdesimmenses.be/wp-content/uploads/2022/03/CP-expulsion-IMMOC-du-SDI.pdf>).

Et puis il y a les **dizaines de milliers de personnes sans papiers** qui continuent de survivre dans une situation de non droit, les rendant des proies faciles à l'exploitation, aux marchands de sommeil et aux abus de toutes sortes, sans parler de la menace d'être contrôlées et placées dans des centres fermés, pour être expulsées. **Certain.e.s s'organisent collectivement** pour se défendre et faire reconnaître leur droit à l'existence, et **occupent des lieux laissés vides, pour certain.e.s dans le cadre de conventions d'occupation**³ qui fatalement arrivent un jour à terme.

Toutes ces personnes sont à la merci des expulsions sauvages, des baux aux rabais pour une occupation dans des bâtiments généralement pas ou trop peu équipés/adaptés pour du logement, et n'ont d'autre choix que de trouver des solutions toujours plus précaires.

La situation est beaucoup trop grave pour que nous restions sans rien dire. Surtout que les propriétaires sont autant privés que publics, et que **des solutions il y en a !** A court terme, le Front anti-expulsion soutient :

- **Un moratoire contre les expulsions.** Interdire les expulsions locatives, et reconduire les conventions d'occupation, c'est se donner les moyens de faire face ensemble, et dignement, à la situation de précarité grandissante dans laquelle la population de Bruxelles est contrainte de vivre ; c'est se donner les moyens d'accueillir les réfugié.e.s qui fuient et continueront de fuir les guerres, la misère économique et les catastrophes climatiques dans leur pays ; c'est se donner le temps de mettre en place des solutions de logement pérennes pour toutes celles et ceux sans logement.
- **La régularisation des personnes sans papier :** Nous n'acceptons pas que des personnes qui partagent la vie sociale et le quotidien des habitant.e.s de cette ville et de ce pays soient dépourvues d'existence légale. Nous voulons montrer au gouvernement que nous sommes nombreux.ses à soutenir le combat des personnes sans papier, et qu'il doit en tenir compte.
- **La réquisition des immeubles voire l'expropriation des multi-propriétaires qui laissent leurs logements vides et.ou les louent à des conditions indécentes voire illégales :** les pouvoirs publics peuvent et doivent se doter des moyens pour que chacun.e dans cette ville se loge dignement. Et nous le savons tou.tes : ce n'est pas un problème de place, mais de partage.

³ Voir notamment: ex-KBC (bâtiment du promoteur Triple Living) occupé par le collectif Zone-Neutre, les occupant.e.s des bâtiments ouverts dans le cadre de la campagne de réquisitions solidaires (l'Hospitalière dont le bâtiment appartient au CPAS de Bruxelles 1000, et l'occupation Louise-Defacqz dont le bâtiment appartient à une très riche héritière).

- Le Front anti-expulsion soutient par ailleurs les **revendications portées par le Housing Action Day** ce 27 mars (www.housing-action-day.be) et au-delà, avec de multiples organisations qui luttent pour que le droit au logement - un droit constitutionnel ! - soit un jour respecté en Belgique. Pour cela, il faut (entre autres) baisser et encadrer les loyers, interdire les expulsions sans relogement, mettre fin à la criminalisation du squat.

Le Front anti expulsion sera présent en soutien aux Immenses expulsés le 31 mars, aux sans-papiers en lutte pour la régularisation et dont les conventions d'occupation arrivent à terme le même jour, et continuera de soutenir les locataires menacé.e.s d'expulsion.

Stop Expulsions!

A propos du Front anti-expulsion :

Le Front anti-expulsion s'organise collectivement pour sortir de la peur et de la honte face aux propriétaires et aux institutions publiques. Parce que les expulsions de logement ne sont pas un problème individuel, parce que les expulsions de logement reflètent un problème de société lié à un marché privé du logement qui empêche un grand nombre d'habitant.e.s de se loger décemment à Bruxelles. Le Front anti-expulsion soutient aussi activement les collectifs de sans papiers en lutte pour la régularisation, dont l'absence de titre de séjour les prive de l'accès aux droits sociaux les plus fondamentaux, dont le droit au logement.

Nous appelons les associations, individus et collectifs à interpeller les communes et la Région Bruxelloise pour qu'elles cessent de faire le jeu des promoteurs et des gros propriétaires et qu'elles donnent enfin la priorité au logement, qu'elles fassent de la Région une zone d'accueil, comme l'a été depuis des décennies cette ville cosmopolite qu'est Bruxelles. Pour toutes et tous, avec ou sans papier.

Les membres du Front Anti-Expulsions